

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

**JE SUIS MARIN-
PECHEUR SUR LES
COTES BRETONNES**

PAGE 6

**UNE SITUATION DE
PLUS EN PLUS
TENDUE EN ITALIE**

PAGE 2

Editorial

**«Inaction
et concertation»
nouveau slogan de
Séguy et Maire**



Séguy rentrant dans l'Élysée.

Il y a une quinzaine de jours, Séguy, Maire et Bergeron paraient sur le perron de l'Élysée. Ces démarches courtoises, répondant aux vœux de Giscard, avaient pour but, selon eux, de faire avancer les revendications des travailleurs avec réalisme. Les perspectives offertes par les chefs syndicaux sont simples, il s'agit de vérifier si le gouvernement a l'intention d'honorer les promesses faites pendant la campagne électorale.

Et d'après Maire et Séguy, la situation est favorable, il s'agit de négocier les voix qui se sont portées sur la gauche aux élections. Voilà pour ceux qui s'inquiéteraient de savoir à partir de quel rapport de force, les syndicats veulent négocier. Le rapport de force, c'est l'échec électoral de la gauche !

Voilà ces messieurs qui revendiquent de pouvoir enfin faire leur « métier » de syndicalistes (l'expression est de Séguy). Métier mondain, s'il en est, puisqu'après avoir fait salon à l'Élysée, ils s'apprennent tous à renouveler la politesse à Matignon auprès du Premier ministre Barre. Ainsi, les vertus cardinales exigées d'un syndicaliste sont la courtoisie et la patience. En effet, il convient d'attendre que Barre, à l'issue de consultations qui dureront bien trois semaines, indique ce qu'il entend soumettre à des négociations contractuelles. Et n'allez pas croire que le point de vue des chefs confédéraux compte pour du beurre dans les décisions de Barre. Beullac, ministre du Travail du précédent gouvernement, n'a-t-il pas été muté à l'Éducation nationale ?

Aujourd'hui, c'est Bergeron qui devient le modèle de la « lutte » syndicale. Pas étonnant dans ces conditions que la centrale « Force ouvrière », qui a depuis longtemps gagné des galons en matière de politique contractuelle de collaboration de classe, progresse sensiblement aux élections professionnelles.

Quand ils ne discutent pas à l'Élysée ou à Matignon, Maire et Séguy sont fort occupés à polémiquer entre eux. Une polémique qui, à l'instar de celle qui oppose PC et PS, n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs.

Bref, il n'y a vraiment rien à attendre des directions confédérales pour organiser, si peu que ce soit, les luttes nécessaires permettant de faire face à une poursuite aggravée des plans Barre I et II. Leur programme, c'est « inaction et concertation » et la grande masse des syndiqués, qu'ils soient à la CGT ou à la CFDT, ne saurait s'en satisfaire. Plus que jamais, c'est l'unité la plus large à la base et dans l'action qu'il faut impulser dans les entreprises.

CEYRAC NE VEUT RIEN LACHER

**Il refuse le SMIC à 2400 F,
il refuse la cinquième semaine
de congés payés,
il propose un projet inquiétant :
le capital loisir.**
**Voilà ce que le patron des patrons
veut négocier avec les syndicats.**

Ceyrac vient d'annoncer vouloir « aboutir au mois de juillet à un certain nombre de mesures » sociales ». Ce sont très certainement ces mesures que Giscard et Barre sont en train de négocier avec les dirigeants des centrales syndicales puisque ceux-ci sont ou vont être recus ces jours-ci.

Les déclarations de Ceyrac au journal « Le Républicain lorrain » permettent de se faire

une idée assez précise des réformes qui sortiront des conversations entre gouvernement, patronat et dirigeants syndicaux.

Certaines sont dans la lignée des précédentes (le SMIC pourrait être très modérément augmenté). D'autres sont franchement inquiétantes comme la nouvelle trouvaille de Ceyrac le « Capital-Loisir ».

VOIR NOTRE ARTICLE EN PAGE 8

● Iran : après 42 jours de grève

Les prisonniers politiques arrachent la victoire

C'est une très importante victoire que vient de remporter le peuple iranien contre la dictature du Shah. Après une grève de la faim de 42 jours, commencée le 11 mars, et à laquelle s'est ajoutée récemment une grève de la soif, des centaines de prisonniers politiques de la prison de Qsar ont arraché la révision des procès jugés par des tribunaux militaires, l'amélioration des conditions de détention, et le droit à l'information.

Cette victoire a été obtenue dans des conditions très dures. Quatre grévistes de la faim seraient morts. Les prisonniers d'autres villes ne bénéficient pas encore de ces mesures et poursuivent la grève de la faim. Cependant, la victoire des détenus de Qsar est une victoire retentissante à mettre à l'actif de leur lutte courageuse et de celle de tout le peuple iranien qui n'a cessé de grandir ces derniers mois, malgré la sauvagerie de la répression.

Rappelons brièvement les derniers événements : dans la ville de Qom, au début du mois de janvier, les étudiants qui manifestaient étaient sauvagement réprimés par la police qui tirait sur eux, faisant 70 morts ! Quarante jours plus tard, à Tabriz, la troisième ville du pays, des milliers de personnes venaient rendre hommage à la mémoire des martyrs de Qom. La police leur interdisait l'accès à la mosquée et l'armée tirait sur eux avec des mi-

traillieuses depuis des hélicoptères faisant une centaine de morts et un millier de blessés.

Le 31 mars, dans une quinzaine de villes, d'importantes manifestations avaient lieu pour célébrer le deuil des martyrs de Tabriz. La répression faisait une dizaine de morts.

Malgré donc une répression sanguinaire, le peuple iranien a remporté une victoire qui sera suivie de beaucoup d'autres contre la dictature fasciste du Shah.

Terreur cubaine en Angola

Selon un journaliste anglais qui revient d'Angola, les combats font rage et auraient causé la mort de 70 000 civils depuis la prise du pouvoir par le MPLA soutenu par l'URSS et Cuba.

Les soldats cubains se livrent actuellement à de vastes opérations de ratissage et de répression pour tenter de s'assurer le contrôle de tout le pays. Ces opérations et les assassinats, viols et pillages qui les accompagnent, provoquent un exode massif des populations, qui se réfugient par centaines de milliers dans les pays avoisinants, dans les zones non contrôlées par les Cubains, ou dans d'autres pays.

Selon des représentants du FLNA, (Front de libération nationale de l'Angola), les Cubains « recourent aux mêmes méthodes et tactique que les Portugais jadis, telles que la création de villages stratégiques fortifiés, l'emploi de napalm et l'empoisonnement des rivières ».

Le FLNA indique aussi que « les anciennes fazendas (grandes plantations) portugaises de café, de coton ou de canne à sucre sont maintenant données à des agriculteurs cubains. De nouveau, ce sont les Noirs qui fournissent la main-d'œuvre et doivent préparer l'installation des familles cubaines ».

• Allemagne de l'Est Opposition et solidarité

En se réclamant des accords de 1945 sur la « dé-militarisation » de Berlin, un jeune homme de Berlin-Est, Niko Hübner, a refusé de partir à l'armée. Il a été arrêté le 14 mars et est depuis lors dans les geôles de la police politique.

Dans une déclaration publiée avant son incarcération, Niko Hübner a dit qu'il ne se considérait pas comme un « citoyen de la RDA », mais seulement comme un « citoyen allemand ». Il a ajouté qu'il refusait de porter les armes pour « défendre » un régime qui ne lui vaut que des désagrèments : interdiction de faire des études, frontière sanglante au milieu de la nation allemande, viol de son domicile par les « policiers du peuple », etc.

Un autre opposant Est-allemand, maintenant réfugié à l'Ouest, Thomas Frevler, a également dénoncé le régime Est-allemand au cours d'un meeting de soli-

Après l'enlèvement d'Aldo Moro

Une situation de plus en plus tendue en Italie

La situation se tend chaque jour davantage en Italie et surtout dans les milieux politiques. Après un nouvel attentat, perpétré lundi dernier contre un gardien de la prison où sont détenus les 15 « brigadistes », après tout une série de messages des ravisseurs, entrecoupés de lettres manuscrites d'Aldo Moro, personne ne sait plus très bien aujourd'hui où en est exactement l'affaire.

C'est un véritable vent de panique qui a soufflé dimanche sur les milieux politiques italiens. La police avait intercepté une lettre des Brigades rouges envoyée à la femme d'Aldo Moro. Le contenu de cette lettre n'a pas été rendu public mais elle devait être particulièrement intéressante. Elle a produit dans la direction de la démocratie-chrétienne l'effet d'une véritable bombe. Tout le week-end, une agitation extraordinaire en a été la preuve.

Plusieurs hypothèses : le message proposerait d'échanger Moro contre une rançon énorme (35 milliards d'anciens francs) qui devrait être distribuée aux pauvres. C'est la présence nouvelle du ministre de l'Économie au « Conseil de crise » qui accreditte cette rumeur. Ce serait, à coup sûr, une manœuvre assez habile de la part des Brigades rouges dans la mesure où, tout en mettant le gouvernement dans une position très difficile, elle dissimulerait les véritables rai-

sons de l'enlèvement d'Aldo Moro. D'autres hypothèses ont été avancées comme l'exigence de la démission du gouvernement Andreotti. Cette hypothèse paraît cependant moins fondée.

Du côté de l'enquête, c'est toujours le point mort. Lors de l'attentat, qui a coûté la vie à un gardien de la prison de Turin où sont actuellement détenus Renato Curcio et les 14 autres membres des Brigades rouges, un des attaquants a été grièvement blessé. Il était déposé, quelques minutes à peine après l'attentat, devant un hôpital où il est actuellement entre la vie et la mort. La police fonde de grands espoirs sur son interrogatoire.

Il semble pourtant que les Brigades rouges n'auraient pas pris le risque de le livrer eux-mêmes en l'ame-



Après l'enlèvement d'Aldo Moro, la répression se déchaîne.

nant à l'hôpital, s'il avait su quoique ce soit sur l'enlèvement d'Aldo Moro. Ceci prouve également une nouvelle fois que les Brigades rouges évoluent à leur guise et ce, malgré le formidable déploiement policier.

Ici se pose à nouveau la question des complicités dont ils profitent et de leur nature réelle.

Des révélations...

Les jours qui ont suivi le rapt d'Aldo Moro ont été marqué par toute une série d'incidents tragi-comiques qui montrent à quel point la police italienne s'est montrée d'une impuissance remarquable. Ceci ne l'a pas empêché, par contre, de se montrer d'une remarquable efficacité dans ses opérations d'intimidations et de répressions contre les véritables révolutionnaires. Est-ce un hasard ?

— Dans les heures qui ont succédé à l'enlèvement, le ministre de l'Intérieur, Cossiga, ordonna à toutes les polices de mettre en œuvre le « Plan Zéro ». Le seul problème fut que des forces de police n'avaient pas le texte des mesures que prévoyait ce plan d'urgence. Un grand nombre d'officiers de police n'avaient même jamais entendu parler de lui.

— Dans les jours suivants, Luciano Infelisi, le magistrat qui était chargé de diriger les recherches, disparut mystérieusement. Il y eut un véritable affolement au ministère de l'Intérieur ou chacun était persuadé que les Brigades rouges avaient fait une nouvelle victime. Le ministre de l'Intérieur était même près de déclencher l'état d'alerte au niveau national quand Infelisi réapparut soudain : il était tout simplement allé en Sardaigne louer une villa pour passer ses vacances d'été et avait oublié de prévenir qui que ce soit.

— Les rivalités et le manque de coordination entre les différents services de police dépendants de ministères différents, les « carabinieri » du ministre de la Défense et les forces publiques de sécurité, qui dépendent du ministère de l'Intérieur a atteint son summum lorsque, informés, séparément qu'Aldo Moro pouvait bien être détenu dans une ferme en Ombrie, chacun s'y rendit séparément et sans prévenir l'autre. Se trouvant l'un et l'autre devant un adversaire mystérieux, les deux forces ouvrirent le feu, et c'est là qu'elles s'aperçurent qu'en face de chacune d'elle, c'était l'autre police qui répondait.

• Amérique Latine

• Argentine

Délégation du PCMLA en Chine

Une délégation du PC(ml)A dirigée par son secrétaire général, Guillermo Juarez, vient d'être reçue par le camarade Houa-Kouo-feng. Lors du banquet d'adieu, Keng Piao, membre du Bureau politique du Parti communiste chinois, a souligné que le PC(ml)A et le PCC sont des partis frères marxistes-léninistes, sympathisant l'un avec l'autre et se soutenant depuis toujours. Dans son toast, G. Juarez a exalté le soutien résolu que la Chine apporte à la lutte menée par les prolétaires et les peuples de divers pays du monde.

Keng-Piao a déclaré aussi : « ... Nos deux partis ont une large identité de vue quant à la situation internationale actuelle et aux importants problèmes du Mouvement communiste international. Nous sommes tous déterminés à sauvegarder les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et la théorie des trois mondes avancée par le président Mao et à mener jusqu'au bout la lutte contre l'impérialisme, le révisionnisme moderne, les superpuissances, notamment contre l'hégémonisme des révisionnistes soviétiques ».

G. Juarez de son côté a fait l'éloge « du président Houa Kouo-feng qui a fermement dirigé la lutte pour écraser la bande des Quatre et qui est bien le chef clairvoyant du Parti communiste et du peuple chinois ». Il a ajouté : « La juste théorie du président Mao sur les trois mondes est d'une importance décisive, elle montre l'orientation générale à suivre dans la lutte internationale de nos jours et constitue une puissante arme théorique dans le combat contre le révisionnisme moderne ».

• Pérou Etat d'urgence dans une ville portuaire

La grève déclenchée le 27 mars dernier dans une fonderie proche de la mine de cuivre de Toquepala, dans le sud du pays, se poursuit. Le gouvernement vient d'y répondre en suspendant les libertés civiques et en décrétant l'état d'urgence.

Les gisements de cuivre et la fonderie sont gérés par une entreprise américaine.

• El Salvador Action des paysans pour l'amnistie

Des paysans et des syndicalistes ont occupé, mardi, une ambassade étrangère et une cathédrale. Ils entendent ainsi exiger l'amnistie de soixante-quinze paysans et forces de police, le mois dernier, dans la localité de San Pedro Perulapan.



Le PCF et l'extrême gauche

Des caresses empoisonnées

Vraiment, les dirigeants révisionnistes du PCF sont experts dans la diversion. Jean Rony, collaborateur aux périodiques du PCF « France-Nouvelle » (hebdomadaire) et la « Nouvelle critique » (revue théorique), a déclaré : « La grande interrogation porte sur les objectifs mêmes du PC, sur sa finalité ». C'est bien vrai. Mais...

Alors que c'est sa ligne politique fondamentale, stratégique qui est remise en cause, le PCF se lance dans une opération-récupération, de ceux qu'il appelle « les gauchistes ». C'est surtout dans les groupes trotskistes qu'il place ses espoirs.

Jusqu'à ces derniers mois, la ligne de conduite des dirigeants du PCF était de refuser de discuter avec d'autres forces que les partis bourgeois dits de « gauche » (PS, MRG, PSU, gaullistes dits de progrès). Pour eux, toute force se disant révolutionnaire, et qui refusait de se mettre à leur remorque, avait droit aux qualificatifs les plus injurieux et calomnieux : gauchistes-fascistes, maoïstes-agents de Poniatowski, casseurs, etc. Sans oublier les agressions !

LES TROTSKISTES SOUS LA COUPE DES PARTIS DE « GAUCHE »

En mai 1977, alors que cela faisait déjà quelque temps que les dirigeants trotskistes de la Ligue de Krivine lâchaient les bottes des dirigeants du PCF, ces derniers leur accordaient une interview. Frétilants de joie comme des gardons, les dirigeants trotskistes se mettaient littéralement à plat ventre pour avoir de nouvelles caresses.

En bons toutous fidèles, toutes les sectes trotskistes (LO, LCR, OCT, CCA, AJS-OCL...) appelaient, en mars dernier, à voter pour les partis de « gauche » au 2e tour. Alors qu'avant le premier tour, Lutte ouvrière (de A. Laguiller) disait que la fausse gauche était aussi bourgeoise que la droite et qu'elle ne voterait ni pour l'un ni pour l'autre, ce qui ne l'empêchait nullement, par ailleurs, de se mettre dans une position qui devait lui permettre de marchander des désistements réciproques au second tour. Mais malgré une campagne de type électoraliste, corporatiste (style Poujade), Lutte Ouvrière ne fit pas un score lui permettant alors de négocier avec le PCF.

A plusieurs reprises, nous avons dénoncé le rôle de rabatteurs que jouent les trotskistes pour le PCF et le PS.

Maintenant que les dirigeants trotskistes se sont bien compromis dans ces salades (et en même temps déconsidérés), les dirigeants du PCF essayent de les récupérer complètement par une « opération charme ».

C'est Marchais qui, à la télévision, avait dit durant la campagne électorale qu'il était « intéressé ». Dans tous les meetings électoraux, c'était : « Écologistes, féministes, gauchistes, vous avez vos idées, mais votez pour nous ! ».

L'OPÉRATION CHARME

C'est l'hebdomadaire « France Nouvelle » qui est chargé de lancer l'opération. Dans son dernier numéro, un article est intitulé « Et l'extrême-gauche ? », signé de David Séphila *. Comme dans son premier article *, il raisonne à partir d'un point de vue électoraliste : près d'un million de voix, ça représente quelque chose ! Mais maintenant qu'il n'y a plus d'élections nationales avant trois ans, il s'agit de racoler des adhérents chez ce qu'il appelle en général « les gauchistes ». Par contre, un nombre important d'adhérents du PCF ne reprennent pas leur carte (le phénomène est beaucoup plus important cette année vu l'échec qu'il a subi et la crise qui s'en suit).

En Mai-Juin 1968, les dirigeants du PCF dénonçaient le mouvement étudiant et tout mouvement révolutionnaire (Séguy disait : « Cohn Bendit, connais pas ! »). Lors de l'assassinat, par la milice patronale de l'ouvrier « maoïste », Pierre Overney, aux portes de Renault-Billancourt, ils portaient l'accusation contre la victime et, lors de l'enterrement, ce sont 200 000 personnes qui leur ont répondu : « Dreyfus assassin, PCF complice ! ».

Dix ans après, il prétend se réclamer des luttes de 1968. L'Humanité

du 16 avril titrait : « Pas de discrimination pour Cohn Bendit ! » La CGT a-t-elle changé sur le fond ? Dans quelques jours, les dirigeants révisionnistes de la CGT vont se rendre à Prague au congrès de la Fédération syndicale mondiale, dirigée par la clique fasciste soviétique, qui envahissait, il y a 10 ans, la Tchécoslovaquie !.

Alors qu'aux dernières législatives, le PCF a fait son plus mauvais score électoral (excepté 1958) depuis 1945, il veut maintenant se redonner une virginité de révolutionnaire pour gagner sur sa gauche tout en restant un parti bourgeois. Ses dirigeants cherchent à récupérer les luttes des écologistes, des féministes, des régionalistes... et tout ce qui se réclame du courant révolutionnaire. Il prétend « renforcer dans le pays le courant révolutionnaire ! ».

AUSSI RÉACTIONNAIRE QU'IL Y A DIX ANS

En vérité il ne peut tolérer l'existence d'un mouvement qui va grandissant à la fois contre la bourgeoisie en place et les fausses solutions révisionnistes et réformistes. Il sait que ce courant, dont les marxistes-léninistes sont les plus fermes représentants, n'est pas sans influence sur des militants du PCF. D'ailleurs Séphila ne s'y

trompe pas et crache de rage sur ceux qu'il sait d'avance ne pas pouvoir récupérer : « les divers groupes maoïstes, que leur anticommunisme exacerbé a conduit à l'abstention, voir même au vote à droite » !!! Que de calomnies en si peu de mots. Tout cela montre, que, sur le fond, il n'a pas changé. Il change de tactique pour mieux récupérer, il carresse pour ensuite mieux étrangler.

Mais cela ne doit pas cacher que, dans le fond, les dirigeants du PCF sont sur la défensive et qu'il s'agit d'une opération de camouflage de leurs propres faiblesses.

Etre révolutionnaire aujourd'hui, ce n'est pas aller vers le révisionnisme ou son satellite trotskyste (qui utilise plus encore le verbiage révolutionnaire, pour faire le contraire dans la pratique). Etre révolutionnaire, c'est rejeter le révisionnisme et le trotskysme.

Note : C'est déjà lui, qui dans FN du 13 février 1978 avait fait un article intitulé : « Lettre à un ami de Mai 68 » (voir notre réponse et cette « lettre » dans le bi-mensuel No 27). Cet article très démagogique avait pourtant un objectif strictement électoral. Il voulait glaner les voix qui se porteraient sur l'extrême-gauche.



Lors de la manifestation syndicale du 26 juin 1975 à Paris les nerfs du PCF (de face sur la photo) attaquent le cortège du PCMLF.

Dans le cadre des élections municipales partielles qui auront lieu à Orléans, les 16 et 23 avril, pour le remplacement de deux conseillers municipaux dont le maire, l'« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne » a décidé de présenter deux candidats : PAUL MERCY, agent hospitalier et JEAN-JACQUES REGIBIER, directeur de MJC. Ces deux candidats sont présentés sous l'étiquette « Pour la victoire de nos luttes, pour le socialisme ».

L'« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne » organise un MEETING VENDREDI 14 AVRIL 20 h 30, SALLE DES CARMES, A ORLÉANS

Suite à l'attentat contre l'association « Culture et diffusion » le 10 avril à Rennes

Halte aux menaces et aux attentats fascistes !

Un attentat a été commis dans la nuit du 9 au 10 avril contre le local de « Culture et Diffusion ». Cette association travaille à la promotion de livres et brochures marxistes et diffusé, en particulier, les publications chinoises en langue française.

C'est d'abord contre cette atteinte inadmissible aux droits démocratiques et à l'existence d'une association qui répond aux intérêts des travailleurs et d'un large public que nous protestons.

MAIS UN TEL ATTENTAT VEUT DIRE ENCORE AUTRE CHOSE

A Rennes, les groupes fascistes se manifestent de plus en plus souvent et de plus en plus violemment. Il y a une escalade de la violence de ces fascistes. Ils menacent des militants. Ils provoquent des bagarres. Ils passent maintenant au plasticage !

IL NE FAUT PAS TOLÉRER CELA

Pendant la campagne électorale, « le bain capitaliste » de Citroën et les agissements de la CFT-CSL ont été dénoncés. Ces gens qui s'attaquent aux travailleurs marchent avec les groupes d'extrême-droite, ils bénéficient de la complicité des SAC-CDR et autres hommes de mains du RPR.

NOUS LES DÉNONÇONS

A Brest, on envoie les flics et des grenades contre les manifestants anti-marée noire. A Paris, on cherche à extraire un journaliste. Des locaux de partis politiques et de journaux progressistes sont plastiqués. Les travailleurs immigrés et des locaux de leurs pays (par exemple, l'Algérie) sont l'objet d'attentats criminels.

C'est un climat d'intimidation, de répression contre les travailleurs, contre le mouvement ouvrier et populaire, contre les droits démocratiques les plus élémentaires.

L'État prétend lutter contre le « terrorisme », mais c'est lui qui encourage et pratique le terrorisme contre le peuple.

Dans la plus large mobilisation de tous les travailleurs et de leurs organisations :

- Halte aux violences fascistes et à la répression policière !
- Halte au terrorisme contre le mouvement ouvrier et populaire !
- Liberté d'association, d'expression et de publication !

Vendredi 14 avril à 18 h
RASSEMBLEMENT PLACE SAINTE-ANNE
SUR LES LIEUX DE L'ATTENTAT

HR - PCMLF - PCR ml - OCF ml - JCMLF - UOPDP - Comités antifascistes - CCA - LCR - MAS - PSU.

Samedi 15 avril au marché des Lices
« Culture et Diffusion » vendra des livres et brochures qui ont pu être sauvés des décombres du local.
Venez nombreux. C'est une manière de manifester votre solidarité.

Ne laissons pas isoler Latifa Smihi

Latifa Smihi, militante marocaine a entamé une grève de la faim illimitée le 4 avril 1978 pour exiger le retour de son mari, Saïd Smihi (militant de l'UNEM et de l'AMF et contre la répression au Maroc), expulsé de son domicile à Asnières, le 29 octobre 1977. Nous appelons toutes les femmes en lutte à continuer de venir exprimer leur solidarité à Latifa, à la Bourse du travail, 27 rue Louis Castel à Gennevilliers.

Soutenons la lutte des femmes contre leur oppression.

Soutenons la lutte des femmes immigrées.

Groupe Femmes d'Asnières



Accidents du travail

Un mort à la Ciotat et un autre en Moselle

L'effondrement d'un échafaudage dressé contre un bateau en armement a entraîné la mort d'un ouvrier, tandis que trois autres étaient grièvement blessés, mardi après-midi, aux chantiers navals.

L'accident serait dû, selon l'hypothèse la plus vraisemblable, à une surcharge de l'échafaudage, fait de tubulures et de poutrelles.

Les secouristes ont mis plus d'une heure pour dégager le corps de la victime ainsi, que les trois blessés.

Un eontremaître d'une scierie d'Aumetz (Moselle) est mort mardi écrasé sous une grue. La victime, M. Innocenzo Malgretti, 40 ans, marié et père de trois enfants, travaillait sur le chantier de l'entreprise Breitenbuscher, lorsqu'un grume s'est détachée, le tuant sur le coup.

• Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence)

Incendie dans une usine : un mort

Un incendie qui a causé la mort d'un ouvrier a eu lieu, mardi à 4 h du matin, dans une unité de fabrication de produits chimiques de l'usine « Sapchim » à Sisteron.

Grièvement brûlé au troisième degré, un ouvrier, André Brouzet, 43 ans, qui habitait à Sisteron, est décédé mardi matin.

Les dégâts sont très importants, l'unité de solvants ayant été entièrement détruite toutefois, le reste de l'usine pourra continuer à fonctionner.

• St-Prix (Allier)

Un incendie détruit une fabrique de boutons

Un incendie qui s'est déclaré mardi soir, près de Lapalisse, a presque entièrement ravagé une fabrique de boutons employant environ 80 personnes. L'incendie qui a pris naissance vers 20 h 30, pour une cause non encore déterminée, s'est étendu avec une très grande rapidité dans les ateliers où étaient entreposés des matériaux extrêmement inflammables, utilisés dans la fabrication des boutons.

Malgré l'intervention rapide des pompiers, la plus grande partie des bâtiments a été détruite et les 80 employés de l'usine Dargouge-Grumbar sont désormais au chômage.

• Strasbourg

«Général Motors» veut licencier un délégué du personnel

L'inspection du Travail a répondu favorablement, lundi, à la demande de licenciement d'un délégué CFDT du personnel, introduite le mois dernier par la direction de l'usine « General Motors » de Strasbourg (2 500 salariés). Elle a, en revanche, rejeté quatre autres demandes, touchant des élus au comité d'entreprise et des délégués syndicaux CGT et CFDT de cette entreprise.

La direction avait pris ces sanctions après l'évacuation par les forces de l'ordre de la centrale d'énergie de l'usine, occupée pendant une quinzaine de jours en février et en mars derniers par des grévistes. Ceux-ci réclament notamment un aménagement des horaires de travail et le paiement d'une pause-repas d'une demi-heure (Voir HR No 862). Ce camarade ne doit pas être licencié.

• Haut-Rhin

«La voix des travailleurs immigrés» sur les ondes à partir du 12 avril

Un émetteur-pirate, exclusivement réservé aux travailleurs immigrés, fonctionnera tous les mercredis à 19 h 45 dans le Haut-Rhin à partir du 12 avril, annonce un communiqué de « Radio verte Fessenheim ». Il s'agit là de la première radio des travailleurs immigrés en France et probablement en Europe, précise le communiqué.

Le nouvel émetteur-pirate, baptisé « La voix des travailleurs immigrés » pourra être capté entre 100 et 104 MHz en modulation de fréquence. Ses objectifs principaux seront de créer par-dessus les frontières de la « région » de Bâle (France, Suisse, Allemagne) un lien entre les travailleurs immigrés de différentes nationalités qui y sont installés, de permettre à ceux-ci de « sortir de leur ghetto » et de nouer de meilleurs contacts avec la population régionale.

La première émission sera consacrée notamment à la « loi Stoléro ».

C'est les vacances, mais dans les écoles normales d'instituteurs la lutte continue

Dans le prolongement de la lutte des écoles normales une journée portes-ouvertes s'est déroulée à Livry-Garçon.

150 personnes sont venues soutenir et s'informer des luttes menées par les normaliens.

— Pour leur formation et sa sanction.

— Pour leurs postes à l'issue de cette formation, ainsi que pour ceux de tous les auxiliaires de l'Éducation nationale.

Les normaliens ont remarqué que les personnes présentes aux forums étaient venues principalement grâce aux contacts des syndiqués SGEN-CFDT, mais aussi de la tendance École émancipée du SNI (Syndicat national des Instituteurs) et des militants de la CSCV (Confédération syndicale du cadre de vie).

Fidèle à son habitude le SNI départemental tendance « Unité et action » a seulement réquisitionné ses « hauts responsables » accompagnés de la nouvelle

députée PCF, Gouttman et de deux adjoints au maire PS de Livry-Garçon.

A plusieurs reprises ces responsables « Unité et action » (PCF) ont prétendu soutenir la lutte des normaliens alors qu'ils refusent plusieurs points importants de la plate-forme nationale des 50 écoles normales en lutte. Ils refusent aussi de la publier dans leurs journaux (titularisation de tous les auxiliaires, certificat de fin d'études d'école normale pour tous, abrogation du texte qui prévoit le licenciement des élèves-maîtres après deux échecs à leur CAP).

Au cours de nombreuses discussions pendant cette journée, il est apparu aux nombreux normaliens qu'il ne fallait pas se contenter du soutien des confédérations syndicales ouvrières et enseignantes, des parents, etc., mais qu'il fallait aussi préciser certains points de la plate-forme nationale des écoles normales afin que tout le personnel auxiliaire

de l'Éducation nationale par-semée dans les écoles maternelles ou primaires se sentent impliqués dans cette lutte.

— Suite à la journée portes-ouvertes, les normaliens de Livry-Garçon ont mandaté leurs représentants à la coordination nationale des écoles normales qui se tiendra à Rouen le samedi 22 avril sur les points suivants :

— Maintien et création de postes budgétaires garantissant l'emploi de toutes les catégories de personnel.

— Affectation sur un poste budgétaire fixe et entier à l'exception de tout poste spécialisé (ZIL compris : institution se dépla-

çant dans une zone d'intervention communale) pour ces catégories du personnel, durant l'année du CAP.

— La question du remplacement des congés doit être réservée aux titulaires non-débutants volontaires avec une amélioration considérable des conditions de travail et de rémunération (pour les longs congés) et la création de trois postes pour 50 élèves (pour les petits congés).

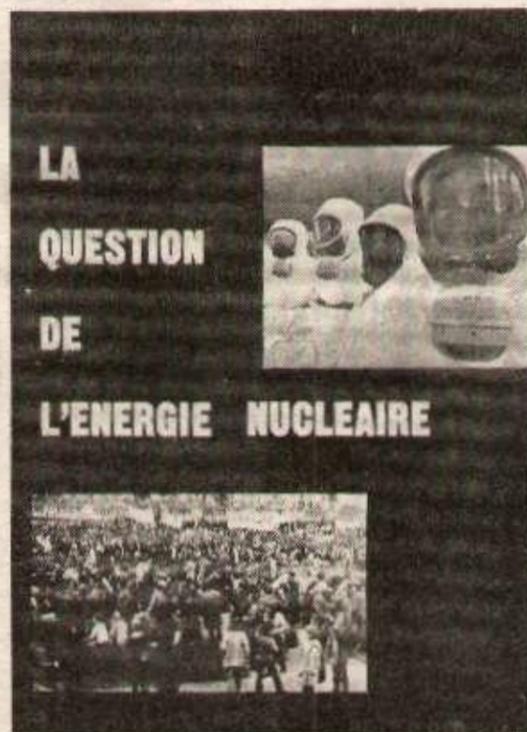
— Arrêt immédiat du recrutement des auxiliaires en vue d'un mode unique de recrutement.

— Admission sans concours de tous les auxiliaires à l'école normale pour recevoir une formation.

Correspondante HR

La manifestation nationale à Paris le 26 avril (14 h, métro Denfert-Rochereau) — soutenue par le SGEN-CFDT national et par certaines directions départementales du SNI — doit être un succès pour que se développe la lutte dans toutes les écoles normales.

UNE NOUVELLE BROCHURE EST PARUE



PRIX 5F

Passer vos commandes et libeller vos chèques à :

APN - Éditions

BP 279 - 75 886 Paris

Cedex 18

• Hôpital de Pontoise

Le 11 avril, les repas étaient gratuits !

A l'occasion de la journée de grève nationale du 11 avril décidée par les fédérations CFDT et CGT de la Santé, les travailleurs de la cuisine de l'hôpital ont trouvé un moyen de lutte original.

Ils ont servi 400 repas gratuitement. Ils ont également fait une exposition du matériel de cuisine dont ils se servent quotidiennement.

Cette action avait comme but de dénoncer le manque de matériel, le manque de personnel, le manque d'hygiène qui sont la cause des mauvais repas servis au personnel hospitalier.

Les membres de la direction présents au self ont été très surpris par cette lutte et n'ont rien pu faire pour s'y opposer.

Mardi après-midi, une assemblée générale a eu lieu, qui regroupait 30 personnes. Il a été décidé,

en suivant la ligne des camarades de province, de faire la grève administrative le 13 avril, jour de l'entrevue entre la direction et les syndicats.

Les revendications spécifiques de l'hôpital de Pontoise sont les suivantes : droit pour les travailleurs de faire leur propre planning de travail, droit de prendre les congés de septembre, alors que le déménagement de l'hôpital est prévu et les congés suspendus pour ce mois-là, plus d'affectifs dans les services.

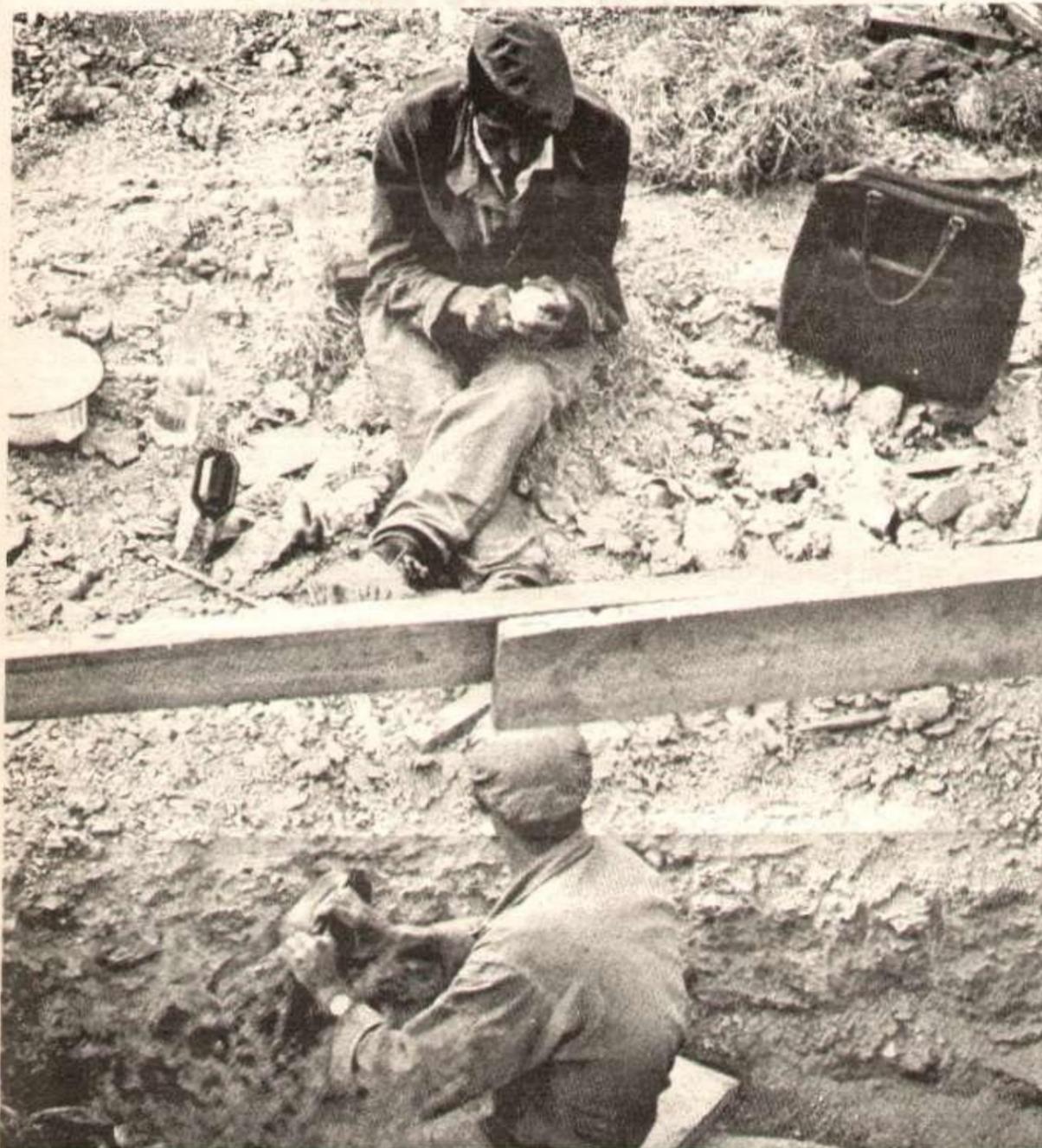
Ceci montre qu'il est possible de lutter, de faire grève. Frapper à la caisse, c'est comme cela que nous gagnerons.

La section CFDT a organisé une collecte de solidarité qui a rapporté 300 F. La CGT a refusé. Cette collecte a été faite pour soutenir les camarades de province.



la France des luttes

Quand l'inégalité devient légalité



Passées les élections et oubliées les promesses électorales qui leur sont liées, les capitalistes, leur personnel politique, les instituts et les organismes semi-officiels font des révélations étonnantes sur l'inégalité des fortunes.

Le centre de recherche économique sur l'épargne a fait une étude très intéressante sur cette inégalité des fortunes. La conclusion qui ressort en fin d'étude, c'est que ceux qui étaient déjà riches s'enrichissent davantage et que ceux qui ne l'étaient pas, ne le sont toujours pas.

Le développement économique a surtout profité à ceux qui avaient ce qu'on appelle de la fortune. Disposant d'un patrimoine financier et foncier très important, ils ont investi dans tous les secteurs de l'activité économique (actions et obligations, bons d'épargne et du Trésor).

L'étude fait ressortir que ceux qui sont les plus fortunés, 1 % des ménages, ont augmenté leur patrimoine de 11,8 % par an (patrimoine multiplié par 18). 10 % des ménages les plus pauvres ont augmenté leur patrimoine de 7,5 % par an (patrimoine multiplié par 6,6).

Un des dadas de la bourgeoisie est l'accession à la propriété. Ainsi, Giscard a été l'an dernier à la Ferté-Saint-Aubin (45) présenter la nouvelle formule d'accession à la propriété pour les revenus modestes (80 à 90 % de crédit, très peu d'apport au départ, etc.)

A ce moment-là, aussi l'inégalité s'est accrue. Ce sont surtout les plus aisés (moyenne, grande bourgeoisie) qui ont le plus profité de cette accession à la propriété ou qui ont renforcé leur position dans ce domaine.

En fait, le patrimoine (en semble des biens, de droits et des charges d'une personne) croît d'autant plus qu'il est important. L'épargne pour ces personnes est d'autant facilitée et importante.

Les contradictions de classe, la position dans la société sont à l'origine de l'écart grandissant dans la détention du patrimoine. L'étude confirme que loin de s'atténuer, les contradictions de classe s'aiguisent, s'aggravent.

En ce qui concerne les gros capitalistes usuriers comme la OGF, par exemple, leurs profits ont crû de

25 % en 1977 par rapport à 1976. L'augmentation de leur patrimoine est donc considérable et retraduit par l'achat d'autres usines, de biens immobiliers, des investissements. La crise est source de profits considérables

pour ces requins. Quant à la classe ouvrière, son pouvoir d'achat ayant stagné ou diminué, son patrimoine n'a pas augmenté depuis deux ans.

*De 1949 à 1975 (voir tableau).

Croissance annuelle des patrimoines entre 1949 et 1975

Exploitants agricoles	10,3 %*
Industriels, agros commerçants et professions libérales	11,7 %
Artisans, petits commerçants et cadres supérieurs propriétaires	10,7 %
Cadres moyens propriétaires	11 %
Employés propriétaires	10 %
Cadres supérieurs non-propriétaires	9,9 %
Cadres moyens non-propriétaires	8,2 %
Employés non-propriétaires	5,8 %
Ouvriers non-propriétaires	5,8 %

*Pour cette catégorie sont confondus petits, moyens, gros paysans propriétaires fonciers et capitalistes de la terre. En fait, depuis 1949, des centaines de milliers de petits paysans ont disparu. L'accroissement du patrimoine est donc nul ou quasi-nul chez les petits paysans, et très importante chez les gros paysans.

Télévision

DIMANCHE 16 AVRIL

A 16 h 30 SUR FR 3
LA RÉVOLUTION NUCLEAIRE - No 2 : L'Atome pendant la guerre.

Reprise, pour ceux qui n'ont pas pu la voir, de l'émission diffusée sur la même chaîne le vendredi 14 avril (voir HR No 865 du mardi 11 avril). La première émission de cette série était excellente.

A 21 h 40 SUR A 2
CHILI IMPRESSIONS - No 2 : Voyage au bout de la droite.

Cette deuxième émission nous présentera notamment une interview de l'aumônier général des armées vantant la « supériorité morale » des militaires. Nous aurons droit également à une apologie du général Pinochet, « ce grand chrétien » qu'il compare à Franco.

Nous pourrions voir également un responsable syndical rallié à la junte mais aussi des syndicalistes frappés par la répression. C'est une bonne chose qu'une telle émission passe un dimanche soir à une heure de grande écoute. Ne la manquez pas, incitez vos camarades de travail à la regarder et discutez-en avec eux.

MARDI 18 AVRIL

Cette soirée de mardi à la télévision nous offre le meilleur et le pire.

A 20 h 35 sur A 2 : LE PIRE : LES DOSSIERS DE L'ECRAN

FILM : Victoire à Entebbe - Débat : Les détournements d'avions.

Au moment où les Israéliens font régner leur terreur au Sud-Liban, on voit tout de suite à quoi peut servir une émission telle que celle-ci qui leur offre une tribune pour répandre leurs calomnies anti-palestiniennes.

A 20 h 30 SUR FR 3 : LE MEILLEUR : LA BATAILLE DU RAIL.

(film français de René Clément, 1945) - Ce film raconte la Résistance des cheminots à l'occupation nazie. C'est un très grand film, à la fois documentaire et épopée. A voir et à revoir.

TOUS LES JOURS SUR TF 1, DE LUNDI A VENDREDI 21 AVRIL A 18 h 25.

1, rue Sésame - (Emission pour les enfants, production franco-américaine) La semaine dernière, nous n'avons pu regarder que deux fois cette émission qui comportera, en tout plus de deux cents épisodes. Nous ne l'avons donc pas vue assez pour nous faire une opinion. A côté de certains aspects incontestablement positifs, cette série véhicule un contenu idéologique typiquement bourgeois. Il nous faudra revenir de façon approfondie sur cette nouvelle série probablement très regardée par les enfants. Envoyez-nous vos contributions sur cette émission pour enfants qui exerce certainement une influence qui n'est pas négligeable. Cette série passe une semaine sur deux.

FRANCE MUSIQUE DIMANCHE 23 AVRIL A 10 h 30 PREMIERE MONDIALE EN DIRECT DE PEKIN RETTRANSMISSION PAR SATELLITE EN STEREO D'UN CONCERT

Cet événement musical sans précédent nous permettra de découvrir l'Orchestre symphonique de la société philharmonique centrale de Chine dirigé par Han Zhong-jie avec un soliste, le pianiste Lieou Che-kouen. Au programme :

- L'ouverture du « Carnaval romain » d'Hector Berlioz
- La 3e symphonie « Héroïque » de Beethoven
- « Dans mon cœur, un flot monte aussi haut que ces vagues », poème symphonique de Chen

Pei-xun, d'après un poème du président Mao extrait du « Pavillon de la grue jaune ».

- « Typhon », concerto pour piano. Œuvre collective de Lieou Che-kouen (qui en est également le soliste), Goua Zhi-hong, Wang Yen-jio et Che Wan-chun. Ce concerto exalte l'initiative socialiste et l'héroïsme des dockers, il se compose de quatre mouvements :

- * Aube sur le port, joie au travail
- * Venue du typhon, lutte contre les éléments
- * Après la tempête, la victoire
- * Continuons sur la lancée victorieuse.

Tous à l'écoute de France-Musique le dimanche matin 23 avril à 10 h 30.

Abonnez-vous
à l'Humanité rouge
quotidien
révolutionnaire
des travailleurs

Abonnez-vous !

SI VOUS VOULEZ CONNAITRE NOTRE JOURNAL

Vous avez deux possibilités :

- Le réclamer chaque jour chez votre marchand de journaux.
- Vous abonner en renvoyant le bulletin d'abonnement ci-dessous.

COMMENT S'ABONNER ?

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITÉ ROUGE
BP 61 75861 PARIS CÉDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Demande de contact

- Parce que j'aspire à combattre fermement le capitalisme et refuse les fausses solutions des partis de gauche ;

- Parce que je désire participer à l'édification du parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Profession :

Je suis marin-pêcheur sur les côtes bretonnes

Quatre problèmes se posaient à la pêche artisanale déjà avant la marée noire : la conservation des espèces, le renouvellement des bateaux, les chalutiers russes et la commercialisation

Le métier de marin-pêcheur est difficile et de gros dangers menacent de façon permanente son existence même. Au Conquet, petit port du Nord-Finistère, où se pratique la pêche artisanale aux crabes, les marins-pêcheurs connaissent bien ces problèmes, que la marée noire de l'Amoco Cadiz est venue compliquer encore.

Le premier problème important, c'est la surexploitation des fonds et la pollution qui menace la conservation des espèces. Un grave danger en perspective : la construction de la centrale nucléaire de Ploumoguer, en projet.

PECHER EN EAU CHAUDE ?

La surexploitation des fonds oblige les marins-pêcheurs à s'éloigner de plus en plus des côtes (20 milles aujour-

cheurs, la centrale ce serait la chance de leur vie !

Seulement, les courants ne suivent pas toujours le sens souhaité par l'EDF. Ils vont vers la côte ou vers le large suivant les marées montantes ou descendantes et les îles (Ouessant, Molène, etc.) forment une barrière. Une chose est vraie dans ce que dit l'EDF : la mer serait réchauffée jusqu'à 15 à 20 milles des côtes. Fait pour le moins inquiétant !

Les marins-pêcheurs sont ferme-

pélagique, en dehors des zones habituelles de chalutage, ne respectant rien sur leur passage, arrachant les bouées des filières à casiers, les chalutiers russes sont une véritable plaie au large des côtes bretonnes.

Quand une filière à casiers est coupée, le pêcheur perd 50 casiers à 70 F pièce et le produit de sa pêche.

La Marine nationale reste complaisante devant ces méfaits, préférant s'en prendre comme récemment aux petits chalutiers espagnols qu'aux gros navires russes.

La pêche une fois finie, vient la commercialisation, qui est aux mains des mareyeurs. Le principe des mareyeurs : acheter au plus bas au pêcheur pour revendre le plus cher possible. 4 F le kilo de crabe à l'achat, 16 F au prix de vente à Paris. Pour le marin-pêcheur, les prix n'ont pas augmenté depuis six ans.

Les pêcheurs du Conquet ne pêchent presque plus d'araignées : les mareyeurs préfèrent en importer d'Angleterre, le prix d'achat est plus bas : 2 F le kilo, contre 2,50 F au Conquet.

Des conflits existent aussi sur les bateaux, entre marins et matelots. Le système des « parts » donne 3,5 parts de la pêche au patron qui paie le bateau et le matériel, une part au matelot, 1/2 part au novice (de 17 à 18 ans) et 1/4 de part au mousse (moins de 17 ans).

Toutefois, le problème le plus important se trouve entre pêcheurs et mareyeurs, lesquels s'entendent pour profiter le plus possible du travail des marins-pêcheurs.

Face à cela, les pêcheurs du Conquet sont organisés (comme d'autres) en section syndicale CFDT. Ils sont organisés de pair avec ceux de Lampul-Plouarzel. En mai 1976, a été lancée une grève unitaire avec ceux de Mogueéric, près de Morlaix, pour imposer au mareyeur un prix minimum du kilo de crabe.

Article rédigé avec l'aide d'un marin-pêcheur du Conquet.



Casiers dans un port de Bretagne. Ils coûtent environ 70 F pièce et sont attachés par 50. Quand un navire soviétique les coupe, cela fait 3 500 F de perte.

d'hui, 10 il y a quelques années). Les journées de travail sont ainsi plus longues : de 5 h du matin à 21h en certaines périodes. Les bateaux doivent être plus gros, donc plus chers.

L'EDF qui veut construire une centrale nucléaire près du Conquet, à Ploumoguer essaie par divers mensonges d'amadouer les marins-pêcheurs.

Grâce à la centrale, ils deviendraient riches : ils feraient de l'aquaculture... en eau chaude, bien sûr ! N'importe comment, ils ne seraient pas touchés par le réchauffement de la mer... les courants brassant et entraînant cette eau au large ! Quant à la radio-activité et aux rejets de corps chimiques, on n'en parle pas. Bref, à entendre l'EDF, pour les pé-

ment décidés à s'opposer à l'implantation de cette centrale. Ils n'acceptent pas les explications non-scientifiques qui viennent de gens qui les prennent pour des imbéciles.

L'ORGANISATION DE LA PECHE

Le renouvellement des bateaux pose un problème financier important : 40 à 50 millions anciens pour un bateau de 12 mètres. Si l'on prête facilement aux armateurs pour construire de gros chalutiers, il n'en est pas de même pour les petits caseyeurs.

Une centaine de mètres de long, pêchant à 4 ou 5 de front au chalut

CASEYEURS : pêcheurs aux casiers, sorte de paniers pour la pêche des crustacés.

CHALUT PÉLAGIQUE : filet de mer.

MAREYEUR : Commerçant en gros vendant les produits de la mer.

ARAIGNEE : crustacé ressemblant à une araignée.



La chaîne alimentaire sera rompue pour plusieurs années

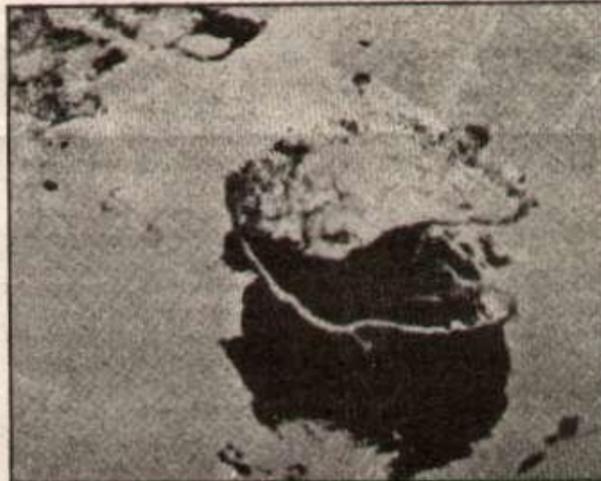
D'après une conférence de presse de l'association des journalistes et écrivains pour la protection de la nature et de l'environnement.

Un film de pétrole recouvre la mer. 100 000 tonnes de pétrole se sont mélangées à l'eau

Alors qu'au Sénat les élus palabrent sur ce qu'il aurait fallu faire si... et ce qu'il faudrait faire demain pour éviter que... le bilan écologique de la marée noire révèle, de plus en plus, combien cette catastrophe a détruit l'équilibre naturel du milieu ambiant. Les pertes économiques seront énormes.

fois plus de pétrole libéré dans la mer, mais encore que la toxicité du pétrole de l'Amoco Cadiz est estimée quinze fois supérieure à celle du pétrole du Torrey Canyon.

se double de celui des détergents toxiques et des épandages de craie (absorbant) qui, précipitant le pétrole au fond de la mer, provoquent une double pollution



Après le Torrey-Canyon 350 000 tonnes d'animaux avaient été détruites. Le pétrole de l'Amoco-Cadiz est plus toxique...

Sur 350 km, la côte est partout recouverte d'une pellicule de mazout, parfois épaisse de 10 cm ou plus. Seules quelques criques abritées derrière des promontoires rocheux sont encore épargnées. Les algues sont sévèrement touchées elles aussi : les goémoniers rencontrés sont pessimistes quant aux mois à venir ; un minimum de six mois est évoqué pour pouvoir envisager la reprise du travail. Il en va de même pour les ostréiculteurs.

Au vu de l'état des choses, la chaîne alimentaire sera rompue ou déséquilibrée pour plusieurs années au moins. L'avis des marins-pêcheurs consultés rejoint celui du sous-directeur du laboratoire de biologie marine de Concarneau.

ON MARCHE SUR LES TOURTEAUX ET LES ARAIGNÉES DE MER

Dans un rayon proche du navire échoué, la flore et la faune ont été très touchées. Sur certaines plages (Brignogan et Lanbir)

des centaines de tourteaux et d'araignées de mer adultes sont morts, on marche littéralement dessus. Les biologistes de Roscoff ont recensé sur 700 mètres de plage plusieurs milliers de poissons de 35 espèces différentes.

Les oiseaux atteints se réfugient sur les rochers secs, innombrables sur cette portion de côte. Il est impossible de faire un bilan écologique précis actuellement.

Cependant, rappelons que la marée noire du Torrey Canyon avait provoqué la destruction de :
- 100 000 tonnes d'algues,
- 350 000 tonnes d'animaux (17 espèces d'oiseaux touchés), crustacés et mollusques furent détruits massivement (par exemple 50% des moules de Saint-Efflan, Bretagne-Nord).

On nota aussi la disparition définitive de deux espèces animales. Il faut souligner qu'il y a aujourd'hui non seulement sept

L'eau est sale et la pellicule de mazout forme un film infranchissable par la lumière et gêne considérablement la diffusion de l'oxygène déjà fortement consommée par les bactéries aérobies attaquant les hydrocarbures. Une tonne d'hydrocarbures peut couvrir 120 hectares d'océan d'une couche monomoléculaire.

Celle-ci intoxique en outre, à l'époque du printemps, les nombreux œufs et divers animalcules marins en suspension dans la couche superficielle.

L'ASSIMILATION CHLOROPHYLIENNE NE SE FAIT PLUS

L'assimilation chlorophyllienne ne se fait plus. Le phytoplancton est touché et sa disparition va entraîner l'effondrement de la chaîne alimentaire.

Conséquences : disparition de certaines espèces au profit d'autres qui se révéleront en surnombre, indésirables, etc.

D'autre part, l'effet de l'ingestion du mazout, déjà dramatique pour la faune,

Editorial

Tourisme dans un cimetière

Puisqu'on vous le dit que les plages sont propres... pourquoi ne le croyez-vous pas ? Les responsables du plan Polmar essaient de rattraper aujourd'hui leur prestige perdu hier et à jamais. Les soldats continuent de ramasser le pétrole, la propagande officielle a lancé une campagne publicitaire : vous pourrez passer vos vacances en Bretagne, la marée noire, c'est fini !

Eh bien, non ! Tout d'abord, les plages ne sont pas propres. Dans les creux des rochers et sur les rochers, dans le sable et dans les dunes, il reste de petites nappes. Ensuite, la mer est polluée sur des dizaines de mètres de profondeur : la vie y meurt, même si on ne le voit pas à l'œil nu.

Il est impossible encore de savoir combien d'oiseaux, de poissons, de tonnes d'algues ou de crustacés et coquillages sont morts. Il est impossible aussi de savoir quelles seront les pertes causées dans le milieu marin et le sable auprès des œufs et germes qui en ce printemps doivent assurer la reproduction du milieu naturel.

À la catastrophe écologique (les espèces les plus faibles disparaîtront) vient et viendra rejoindre une catastrophe économique. Elle touche les marins-pêcheurs et les goémoniers, mais aussi le tourisme. Car même si, ici ou là, (devant les grands hôtels surtout) la plage a une apparence propre, le tourisme ne sera pas cette année ce qu'il était les années précédentes : quoi qu'on en dise officiellement, une marée noire laisse des traces.

Comme nous le disait ce bénévole de la clinique des oiseaux de Portsall : « Les touristes vont peut-être se baigner mais ce sera dans un cimetière »... Nous ne nous apitoyons pas sur le sort des magnats du tourisme. Mais des milliers de travailleurs saisonniers vivent de cette industrie, comme les autres travailleurs bretons, ils paieront les conséquences de cette marée noire dont ils ne sont (c'est évident !) en rien responsables !

Quant aux responsables, nous sommes prêts à faire le pari que ce ne sont pas les débats au Sénat aujourd'hui ou à la Chambre des députés demain qui les feront payer. « Faire payer les pollueurs », ce sera la victoire de la mobilisation continue, longue et organisée de tous les travailleurs concernés.

Encore bravo !



La direction du « Parisien libéré » avait offert au plan Polmar des tonnes de papier journal coupé en fines lamelles pour éponger le pétrole. Belle publicité !

Très vite il a fallu arrêter l'opération : le papier n'épongeant pas le pétrole mais l'eau de mer ! Toute la côte et les dunes commencent à être envahies de confettis ! Après les canulars Polmar et Bellemare, c'était le canular « Parisien Libéré »... Encore bravo !

SYAD BARRE EN CHINE

Le Président somalien Syad Barre arrivera vendredi 14 avril à Pékin pour une visite de plusieurs jours au cours de laquelle les représentants de la Chine et de la Somalie vont signer d'importants accords de coopération technique.

EXPULSIONS DANS LE 15^e ARRONDISSEMENT A PARIS

La police a expulsé mercredi des squatters d'un immeuble situé rue d'Alleray à Paris. Les flics sont arrivés vers 8 h accompagnés d'un huissier et de maçons. Aussitôt après l'expulsion, portes et fenêtres ont été démontées.

Alors qu'il prenait des photos un journaliste s'est vu confisquer sa pellicule. Les journalistes présents ont d'autre part été refoulés par la police.

PROCES CROISSANT : L'ORDRE DES AVOCATS SAISIT LA COMMISSION EUROPÉENNE DE DROITS DE L'HOMME

L'ordre des avocats de Paris demande, mercredi, dans un communiqué, que soit saisie la commission européenne des droits de l'homme, à la suite des prescriptions de « fouille à corps » imposées aux défenseurs français et allemands de Maître Klaus Croissant au procès de Stuttgart-Stammheim.

« Toute personne poursuivie, estime le Conseil de l'ordre, doit conserver le droit d'être défendue par un avocat en mesure d'exercer pleinement et sans aucune entrave sa mission d'auxiliaire de justice. »

GREVE DES ENSEIGNANTS AU MAROC

Mardi et mercredi, une grève des enseignants a été suivie à 95 % dans l'ensemble du Maroc. Ce mouvement a été déclenché pour obtenir l'augmentation des salaires et l'amélioration des régimes sociaux.

EN ÉQUATEUR : MANIFESTATION CONTRE LA HAUSSE DES TRANSPORTS

A Quito, capitale de l'Équateur alors que des manifestants protestaient contre la hausse de 40 % des prix des transports en commun, la police a violemment réprimé les manifestations et blessé une dizaine de personnes. Un policier est mort au cours de ces incidents. Plusieurs centaines d'arrestations ont été opérées. Les écoles primaires et secondaires ont été fermées.

Depuis une semaine, les étudiants manifestent, dressent des barricades et s'opposent à la hausse des transports. Les quelques autobus qui circulent sont attaqués par les manifestants.

URUGUAY-BRÉSIL : GRAVE POLLUTION AU SOUFRE

Un produit dérivé du soufre déversé dans la mer est à l'origine d'une grave contamination qui affecte plusieurs dizaines de kilomètres de côtes de part et d'autre de la frontière séparant l'Uruguay et le Brésil.

Après avoir entraîné la mort de milliers de poissons, crustacés, phoques et mouettes, puis celles d'animaux domestiques (chevaux, chiens) elle atteint les êtres humains qui souffrent d'irritation des voies respiratoires. De nombreux habitants des régions côtières incommodés par les troubles respiratoires sont obligés de se replier à l'intérieur du pays.

NICOLE TORRES EN LIBERTÉ

Condamnée jeudi dernier à un an de prison ferme et arrêtée sur le champ à l'audience pour avoir selon le tribunal refusé que Madame Theofilakis rende visite à ses filles dont elle avait la garde, Madame Nicole Torres a été remise en liberté mercredi.

Avant de se prononcer sur le fond les juges ont décidé d'entendre Marie-Chariké et Alexandra (16 et 14 ans) qui refusent de revoir leur mère Madame Theofilakis.

NUAGES SUR LES RELATIONS AMÉRICANO-ALLEMANDES

Le gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest a rappelé son ambassadeur à Washington pour consultation. La politique économique et de défense de Carter provoque, de la part du gouvernement allemand, de graves critiques qui portent sur trois questions : la politique monétaire américaine qui laisse le dollar se dévaluer mettant en péril les exportations allemandes, l'ultimatum du Congrès américain qui menace de priver les Européens d'uranium enrichi s'ils ne se plient pas aux conditions américaines et le retard apporté à la construction de la bombe à neutrons que le gouvernement allemand juge indispensable à sa politique de défense.

Ainsi donc, les contradictions entre Européens et Américains s'aiguisent.

Ceyrac ne veut rien lâcher

Suite de la p. 1

Ceyrac affirme que les bas salaires sont une importante préoccupation pour le patronat. Le patron des patrons veut bien envisager une augmentation du SMIC... mais très modérée. Ce qui montre bien la volonté et l'empressement de la politique « sociale » du patronat en matière de salaire.

Quant aux autres propositions pour augmenter les bas salaires, ce sont la revalorisation du travail manuel avec la restriction suivante « qu'il ne faut pas le faire par le biais des primes, car il s'agit avant tout d'un problème de classification ». Autre proposition : « Éventuellement la garantie des ressources ».

Tout ceci peut être discuté, dit Ceyrac, mais il n'est pas question de progresser simultanément dans toutes ces voies. Les propositions de Ceyrac se réduisent en fait à des paroles. « La garantie annuelle des ressources » ne diffère en rien de celle qui existe déjà : le SMIC qui ne garantit rien pour ceux qui le touche sinon le fait de vivre chaque jour plus difficilement. Quant à la revalorisation du travail manuel, depuis que Giscard en parle, nous avons pu nous faire une idée de ce qu'elle est : un vain argument démagogique qui n'a jamais revalorisé quoi que ce soit.

COMBATTRE LE CHOMAGE, OUI MAIS... D'ABORD POUVOIR LICENCIER

A propos du chômage, Ceyrac souhaite poursuivre

l'expérience des stages pour les jeunes. Cela se comprend puisque les patrons y trouvent une source de profits substantiels. En effet, ils sont exonérés de « charges » sociales quand ils embauchent des jeunes et sont dispensés de payer les stagiaires puisque c'est l'État qui le fait. Là, c'est facile pour un patron d'être d'accord avec cette politique.

Ceyrac précise bien, pour qu'on ne se trompe pas sur sa volonté de réformes sociales, que « la lutte générale contre le chômage passe par la revitalisation de notre économie ». En clair, cela veut dire que la nécessité de licencier passe pour les patrons avant celle de lutter contre le chômage.

L'un des principaux moyens de la revitalisation en question est, en effet, la restructuration qui s'accompagne toujours de licenciements.

LES LOISIRS SELON UN PATRON

Mais la grande trouvaille de Ceyrac, en ce printemps post-électoral, est « le capital loisir ». Ceyrac dit qu'il veut bien que les ouvriers aient davantage de congés. Mais il ne veut pas entendre parler de cinquième semaine. Ce qu'il veut, c'est que les travailleurs fassent des heures supplémentaires qui ne leur seraient plus payées en tant que telles mais qui le seraient comme des heures normales. Premier avantage pour les patrons : l'économie effectuée sur les salaires. Premier inconvénient pour les travailleurs : leurs salaires diminueraient. Ces heures supplémentaires seraient compensées par autant d'heures de congés à pren-

dre plus tard, selon le désir de l'ouvrier et... du patron. Le deuxième avantage de ce gadget est, pour les patrons, qu'il leur permet de réduire l'absentéisme et d'inciter les ouvriers à une meilleure assiduité.

D'autre part, c'est le patron qui décidera quand l'ouvrier devra faire des heures supplémentaires ou prendre des congés. Il exigera que l'ouvrier fasse des heures au moment où le carnet de commandes sera plein et où la production pressera. Il exigera de lui qu'il se mette en congé quand le carnet sera moins plein. Cette formule est donc tout avantageuse pour

les patrons et leur permettent d'accroître la productivité au moment où cela est nécessaire. Ce système est en vigueur chez Peugeot depuis janvier dernier. Dans cette entreprise, il est même prévu que les ouvriers fassent toute leur vie des heures supplémentaires, non pour prendre des congés supplémentaires, mais pour rapprocher l'heure de la retraite, les heures accumulées étant décomptées à partir de l'âge de 65 ans.

Se tuer au travail pour avoir une retraite plus longue ! Le progrès social à la Ceyrac a tout l'air d'aller à reculons.

Extension de la marée noire

Les îles d'Ouessant et Molène touchées par le pétrole

Tout le travail effectué depuis quinze jours par les soldats et les volontaires dans la région de Portsall vient d'être réduit à néant en quelques jours.

Le vent qui souffle du Nord-Est a ramené sur les côtes des nappes de pétrole qui avaient dérivé vers l'Ouest dans la zone de circulation des pétroliers.

Alors que, mardi dernier au matin, 250 km de côtes du Finistère Nord étaient polluées, mercredi soir 350 km l'étaient du fait du retour du pétrole vers la rive.

Les îles d'Ouessant et de Molène sont touchées. Les 2/3 des côtes de l'île d'Ouessant étaient polluées mercredi soir. La rade de Brest est très sérieusement menacée.

Alors que les tonnes à lisier avaient quitté les lieux pour être ramenées dans les champs, les autorités ont une nouvelle fois réquisitionné les paysans pour qu'ils mettent de nouveau ce matériel au service de la lutte contre la pollution.

Ainsi donc les dégâts de la marée noire sont loin de s'arrêter.

Football

« Et c'est le but de Bastia ! »

68^e minute du match Bastia-Zurich, mercredi soir. Orlanducci joue un coup franc. La défense suisse ne contrôle pas le ballon. Claude Papi reprend à la volée. Et c'est le but de Bastia. L'équipe corse jouera les finales de la Coupe européenne de l'UEFA contre les Hollandais à Eindhoven.

C'est un événement sportif : dans l'histoire du football français, c'est la troisième fois seulement qu'une équipe va en finale européenne, après Reims et Saint-Étienne.

DÉFENSE ET ATTAQUE

L'équipe suisse a joué, mercredi, selon ce qui se veut la logique de ce genre de match-retour. Il ne fallait pas prendre de but :

les Suisses ont joué la défense. Une fois de plus, mal leur en prit : le jeu défensif ne paie pas.

Pourtant, cette équipe de Zurich est une bonne équipe. Elle a fait de bonnes contre-attaques. Vingt minutes avant la fin, Bastia s'essouffait sur le mur suisse. Il a suffi d'un tir surprenant de Papi.

L'équipe bastiaise a pour elle un avantage : elle joue mieux quand elle doit être à l'offensive. Cela paie et

plait au public. C'est normal. Même assurée de la qualification, l'équipe de Bastia continua un jeu offensif, qui lui permit de dominer la fin du match comme elle avait dominé dès les premières minutes.

A la grande joie du public.

GRANDE AMBIANCE PETIT STADE

Ce que des millions de téléspectateurs ont aussi pu voir, c'est que la capitale de la Corse, Bastia, ne possède qu'un petit stade (13 000 personnes), délabré et inondé dès qu'il pleut.

Paris laissera-t-il la Corse dans un état de sous-dé-

veloppement sportif comme elle la laisse dans un état de sous-développement économique ? La réponse est fournie par les autorités elles-mêmes : la finale se jouerait à Marseille, le stade de Bastia étant (soudain !) jugé insuffisant.

Le public corse en avait profité pour sortir les drapeaux aux couleurs de l'île. Mais comment empêcher que l'emblème corse ne devienne un objet commercial ?

Le phénomène est traditionnel : la montée d'une équipe au zénith du vedettariat s'accompagne toujours d'une entreprise commerciale : les boutiques de gadgets font fortune.